

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/205880]

27 OCTOBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi de l'aide au démarrage pour les groupements et organisations de producteurs dans le secteur agricole

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.6, D.11, D.13, D.14, D.17 et D.195, § 1^{er} et § 6, D.196 et D.197;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 janvier 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 février 2016;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale en date du 18 février 2016;

Vu le rapport du 4 février 2016 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 59.761/2/V du Conseil d'Etat, donné le 10 août 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, CE n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil;

Considérant l'arrêté royal du 1^{er} septembre 1986 relatif aux conditions d'agrégation des groupements de producteurs et des unions de groupement de producteurs dans les secteurs de la betterave sucrière et du sucre;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes en application du Règlement (CE) n° 2200/96 du Conseil du 28 octobre 1996;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 août 2013 relatif aux relations contractuelles dans le secteur du lait et des produits laitiers;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 2015 relatif à la reconnaissance des organisations de producteurs, associations d'organisations de producteurs et organisations interprofessionnelles;

Considérant que l'octroi d'aide encourageant le démarrage pour les groupements et organisations de producteurs dans le secteur agricole constitue une aide d'Etat exemptée en application du règlement n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, publié au *Journal officiel de l'Union européenne* le 1^{er} juillet 2014 sous la référence "JO L 193 du 1.7.2014, p. 1-75", en particulier en application du chapitre 1^{er} et de l'article 19.

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, l'on entend par :

1° l'agriculteur actif : l'agriculteur répondant aux conditions de l'article 9 du Règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le Règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil tel qu'exécuté par les articles 10 à 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs;

2° le Code : le Code wallon de l'Agriculture;

3° le groupement de producteurs dans le secteur du sucre : le groupement de producteurs actif dans le secteur du sucre au sens de l'arrêté royal du 1^{er} septembre 1986 relatif aux conditions d'agrégation des groupements de producteurs et unions de groupements de producteurs dans les secteurs de la betterave sucrière et du sucre;

4° le groupement et l'organisation de producteurs : le groupement et l'organisation de producteurs au sens de l'article 2, 43° du Règlement (UE) n° 702/2014;

5° le Règlement (UE) n° 1308/2013 : le Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, CE n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil;

6° le Règlement (UE) n° 702/2014 : le Règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Art. 2. Le présent arrêté garantit le respect des dispositions des articles 3 à 10, 12, 13 et 19 du Règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, J.O.U.E., L.193, 1^{er} juillet 2014, p. 1.

CHAPITRE II. — Reconnaissance des groupements de producteurs

Art. 3. Le groupement de producteurs est reconnu si :

1° il introduit la demande visée à l'article 4;

2° il est actif dans l'un des secteurs visés à l'article 1^{er}, § 2, du Règlement (UE) n° 1308/2013;

3° il comporte une part importante de ses producteurs ou de son chiffre d'affaire dans sa zone d'activité;

4° il est composé de minimum trois agriculteurs actifs;

5° il est une entité juridique ou une partie clairement définie d'une entité juridique;

6° son plan d'entreprise est approuvé par le Ministre.

Toutefois, un groupement de producteurs reconnu dans le secteur du sucre ou une organisation de producteurs reconnues à partir du 1^{er} janvier 2016 sur la base d'un des arrêtés suivants, est reconnu s'il en fait la demande par courrier en transmettant un plan d'entreprise tel que décrit à l'article 4, 6^o, que le Ministre approuve :

a) l'arrêté royal du 1^{er} septembre 1986 relatif aux conditions d'agrément des groupements de producteurs et des unions de groupements de producteurs dans les secteurs de la betterave sucrière et du sucre;

b) l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 août 2013 relatif aux relations contractuelles dans le secteur du lait et des produits laitiers;

c) l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 2015 relatif à la reconnaissance des organisations de producteurs, associations d'organisations de producteurs et organisations interprofessionnelles.

Art. 4. La demande de reconnaissance est adressée à l'administration, mentionne le numéro d'entreprise du groupement et est accompagnée :

1^o de la liste des membres du groupement ou de l'organisation de producteurs;

2^o d'une déclaration précisant :

a) les buts principaux du groupement ou de l'organisation de producteurs;

b) la nature et les formes d'actions et de contrôle mises en œuvre par le groupement ou l'organisation de producteurs au profit de ses membres;

c) la répartition du capital, lorsqu'il existe, et des droits de vote entre les différents membres du groupement ou de l'organisation de producteurs;

3^o du règlement d'ordre intérieur;

4^o le cas échéant, de la description des installations et des moyens techniques dont dispose le groupement, avec l'indication de leur emplacement, de leur état et de leur capacité technique d'utilisation;

5^o le cas échéant, des programmes d'extension et d'équipement;

6^o un plan d'entreprise qui comprend au minimum :

a) les données de l'organisation ou du groupement ou de l'organisation de producteurs;

- le nom;

- l'adresse;

- le numéro de téléphone;

- l'adresse e-mail;

- la forme juridique;

- les membres de l'organisation ou du groupement;

- la décision ministérielle de reconnaissance visée à l'article 5;

b) une présentation portant sur le contenu de l'idée de l'entreprise, détaillant les objectifs envisagés et le calendrier prévisionnel par objectif pour les cinq années suivantes, comprenant au moins un des objectifs suivants :

- adapter la production et les résultats des producteurs qui sont membres de ces groupements ou organisations aux exigences du marché;

- assurer une commercialisation conjointe des produits sur le marché, y compris la préparation pour la vente, la centralisation des ventes et l'approvisionnement des grossistes;

- établir des règles communes en matière d'information sur la production, en accordant une attention particulière aux récoltes et à la disponibilité;

- poursuivre d'autres activités qui peuvent être réalisées par les groupements ou organisations de producteurs telles que le développement de compétences en matière d'exploitation et de commercialisation, ainsi que l'organisation et la facilitation des processus d'innovation;

c) un plan financier comprenant une estimation des coûts pour l'élaboration de l'idée de l'entreprise, avec une estimation minimale des coûts, justifiée par objectif envisagé;

d) des prévisions relatives à la croissance attendue, exprimées en termes de membres et de chiffre d'affaires de l'organisation de producteurs ou du groupement de producteurs;

e) l'engagement d'introduire, avant la fin de la période de 5 ans couverte par le plan d'entreprise, une demande de reconnaissance conformément aux arrêtés visés à l'article 12, alinéa 1^{er}.

Le e) n'est pas applicable aux groupements de producteurs visés à l'article 3, alinéa 2.

Art. 5. L'administration transmet au Ministre le dossier si celui-ci est complet. Le Ministre approuve le plan d'entreprise et reconnaît le groupement ou l'organisation de producteur dans les quatre mois de la réception de la demande visée à l'article 4 par l'administration.

Art. 6. L'arrêté de reconnaissance d'un groupement ou d'une organisation de producteurs est publié au *Moniteur belge*.

Art. 7. En cas de modifications de ses statuts ou de son règlement d'ordre intérieur, le groupement ou l'organisation de producteur reconnu les transmet à l'administration dans les deux mois de leur entrée en vigueur.

Sans préjudice de l'article 11, le Ministre peut retirer la reconnaissance si le groupement ou l'organisation de producteur ne remplit plus les conditions de reconnaissance visées à l'article 3 suite aux modifications apportées à ses statuts ou à son règlement d'ordre intérieur.

Art. 8. Le Ministre peut compléter la procédure de reconnaissance visée à l'article 4.

Art. 9. Le Ministre détermine les mesures de contrôle du respect des conditions visées à l'article 3.

Art. 10. Le Ministre peut retirer la reconnaissance d'un groupement ou d'une organisation de producteurs lorsque :

1^o les conditions visées à l'article 3 ne sont plus respectées;

2° le groupement ou l'organisation de producteur refuse de fournir à l'administration les renseignements nécessaires ou les pièces justificatives dans les délais;

3° les contrôles visés à l'article 9 sont freinés ou empêchés par le groupement ou l'organisation de producteur.

Art. 11. § 1^{er}. Si le Ministre estime qu'il existe des motifs pour ne pas octroyer de reconnaissance ou pour retirer la reconnaissance, il communique ces motifs au groupement ou à l'organisation de producteur concerné.

Sous peine d'irrecevabilité, le groupement ou l'organisation de producteur transmet ses observations dans les trente jours suivant la notification de la mesure par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi conformément aux articles D.15 et D.16 du Code auprès du service visé à l'article 4.

§ 2. Après examen des observations déposées dans le délai, le Ministre communique sa décision, au groupement ou à l'organisation de producteurs par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi conformément aux articles D.15 et D.16 du Code, dans un délai de trente jours suivant la réception des observations visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, ou l'écoulement du délai dans lequel elles devaient être communiquées.

CHAPITRE III. — Octroi de l'aide au démarrage

Art. 12. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, une aide est octroyée pour le démarrage de groupements ou d'organisations de producteurs dans le secteur agricole pour les groupements reconnus en vertu du chapitre 2 qui se sont engagés, dans un plan d'entreprise tel que défini à l'article 14, § 2, 5°, à introduire, au plus tard à la fin de la période de 5 ans couverte par le présent régime d'aide, une demande de reconnaissance en tant que groupement de producteurs dans le secteur du sucre ou en tant qu'organisation de producteurs d'un des arrêtés suivants :

a) l'arrêté royal du 1 septembre 1986 relatif aux conditions d'agrément des groupements de producteurs et des unions de groupements de producteurs dans les secteurs de la betterave sucrière et du sucre;

b) l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes en application du Règlement (CE) n° 2200/96 du Conseil du 28 octobre 1996;

c) l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 août 2013 relatif aux relations contractuelles dans le secteur du lait et des produits laitiers;

d) l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 2015 relatif à la reconnaissance des organisations de producteurs, associations d'organisations de producteurs et organisations interprofessionnelles.

Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, l'aide est octroyée aux groupements de producteurs visés à l'article 3, alinéa 2, s'ils ont été reconnus en vertu de cette même disposition.

§ 2. Pour bénéficier de l'aide visée au paragraphe 1^{er}, les groupements et les organisations de producteurs :

1° poursuivent un des objectifs énumérés à l'article 2, 43°, du Règlement (UE) n° 702/2014;

2° sont une microentreprise, petites et moyennes entreprises telles que visées à l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, a), du Règlement (UE) n° 702/2014.

§ 3. Les organisations de producteurs visant la commercialisation du tabac, ne sont pas admissibles à l'aide.

§ 4. Conformément à l'article 19, § 5, du Règlement (UE) n° 702/2014, l'aide mentionnée au paragraphe 1^{er} n'est pas accordée :

1° aux organisations de production, entités ou organismes tels que des sociétés ou des coopératives ayant pour objet la gestion d'une ou plusieurs exploitations agricoles, qui sont assimilables à des producteurs individuels;

2° aux associations agricoles exerçant des tâches telles que l'aide mutuelle et les services de remplacement sur l'exploitation et de gestion agricole, dans les exploitations des membres sans être associés à l'adaptation conjointe de l'offre au marché;

3° aux groupements, organisations ou associations d'organisations de producteurs dont les objectifs ne sont pas compatibles avec l'article 152, § 1^{er}, point c), l'article 152, § 3, et l'article 156 du Règlement (UE) n° 1308/2013.

L'aide n'est pas accordée aux entreprises en difficultés au sens de l'article 2, 14, du Règlement (UE) n° 702/2014.

§ 5. Lorsqu'un groupement de producteurs reconnu ayant bénéficié de l'aide au démarrage prévue par le présent arrêté est reconnu en tant qu'organisation de producteurs au terme de la période de cinq ans d'octroi de l'aide conformément au paragraphe 1^{er}, 1°, cette organisation de producteurs reconnue n'est plus éligible au bénéfice de l'aide au démarrage.

Art. 13. § 1^{er}. L'aide est octroyée suivant la procédure décrite au chapitre 4 sur une base forfaitaire pendant cinq années consécutives après la date de reconnaissance du groupement ou de l'organisation de producteurs sur la base d'un plan d'entreprise tel que prévu à l'article 19, paragraphe 2 du Règlement (UE) n° 702/2014.

Le montant annuel de l'aide est plafonné à 100.000 euros par année et par groupement ou organisation reconnue.

Le montant de l'aide est de 30.000 euros. Il est augmenté en fonction du nombre d'agriculteurs actifs membres du groupement ou de l'organisation de producteurs comme suit :

1° du troisième au neuvième membre : 2.000 euros par membre;

2° du dixième au nonante-neuvième membre : 1.000 euros par membre;

3° au-delà du nonante-neuvième membre : 500 euros par membre.

Le montant de l'aide octroyé est dégressif sur cinq ans et est fixé à :

1° cent pour cent des montants les deux premières années;

2° quatre-vingt pour cent la troisième année;

3° soixante pour cent la quatrième année;

4° quarante pour cent la cinquième année.

§ 2. Conformément à l'article 19, § 6, du Règlement (UE) n° 702/2014, l'aide mentionnée au paragraphe 1^{er} couvre et ne dépasse pas les coûts admissibles suivants :

1° les coûts de location de locaux adéquats;

2° les coûts de l'achat de l'équipement de bureau, y compris le matériel et les logiciels;

3° les frais administratifs de personnel;

4° les frais généraux;

5° les frais juridiques et administratifs.

En cas d'achat de locaux, les coûts admissibles sont limités aux frais de location au prix du marché.

CHAPITRE IV. — *Modalités d'introduction des demandes et de liquidation de l'aide*

Art. 14. § 1^{er}. Dans les deux premiers mois de l'année civile suivant la reconnaissance du groupement de producteurs ou de l'organisation de producteurs, le groupement ou l'organisation introduit auprès de l'administration une demande d'aide par tout moyen permettant de conférer une date certaine au sens de l'article D.15 du Code.

§ 2. La demande d'aide est signée par mandataire ou par la personne ayant le pouvoir de représentation du groupement ou de l'organisation de producteurs et comprend au minimum:

1° le nom de l'organisation ou du groupement;

2° la localisation présumée du projet ou de l'activité envisagée par le groupement ou l'organisation;

3° la liste des coûts admissibles définis à l'article 13, § 2;

4° le type et le montant du financement public nécessaire au projet définis dans le plan d'entreprise;

5° la décision ministérielle de reconnaissance.

Art. 15. Au plus tard pour le 15 février de l'année suivant celle où les frais ont été encourus, le groupement ou l'organisation de producteurs reconnu transmet une déclaration de créance qui porte sur les frais, visés à l'article 13, § 2, encourus au cours de l'année civile écoulée et l'accompagne des pièces justificatives requises.

Seuls les documents transmis dans le délai visé à l'alinéa 1^{er} sont pris en compte pour le calcul de l'aide. Si le groupement ou l'organisation de producteurs ne les transmet pas dans ce même délai, l'administration lui notifie une décision de refus de paiement pour l'année considérée.

L'administration communique à l'organisation ou au groupement de producteurs, dans un délai de trente jours après l'introduction de la demande, la recevabilité ou la non-recevabilité de la demande.

Art. 16. L'aide est payée annuellement pour l'ensemble des groupements et des organisations de producteurs reconnus après réception d'un rapport d'activités annuel fourni par le groupement ou l'organisation et après contrôle des conditions d'octroi.

Les coûts admissibles sont actualisés à leur valeur à la date d'octroi de l'aide, ainsi, en fonction des disponibilités budgétaires, le Ministre peut indexer, en janvier de chaque année, le montant des coûts admissibles et indemnités sur base de l'indice santé en base 2013, en multipliant les montants, par l'indice santé de décembre de l'année précédente divisé par l'indice santé de décembre l'année 2015.

Conformément à l'article 19, § 7, alinéa 2, du Règlement (UE) n° 702/2014, le versement de la dernière tranche est effectué uniquement après la vérification de la bonne mise en œuvre du plan d'entreprise par l'administration.

Lorsque, au cours d'une année d'application de l'aide, le groupement ou l'organisation de producteurs ne respecte plus les conditions de reconnaissance ou les conditions énoncées à l'article 12, l'aide n'est pas payée pour l'année concernée. Si l'administration prend connaissance d'un non-respect de ces conditions après le paiement, le montant payé pour l'année concernée est récupéré.

Si le groupement n'atteint pas les conditions lui permettant d'être reconnu en tant qu'organisation de producteurs, ou s'il n'introduit pas de demande de reconnaissance en tant qu'organisation de producteurs au terme d'une période de cinq ans à partir de la décision d'octroi de l'aide au démarrage, vingt-cinq pour cent du montant total de l'aide sont récupérés par l'administration.

Art. 17. L'administration notifie chaque année au groupement ou à l'organisation de producteurs le montant de l'aide qui sera versée.

Conformément à l'article D.17 du Code, le groupement ou l'organisation de producteurs dispose de quarante-cinq jours ouvrables pour introduire un recours auprès de l'administration.

Aucun intérêt de retard n'est réclamé relativement à l'exécution des paiements effectués dans le cadre du présent arrêté.

Art. 18. Le Ministre peut arrêter des conditions supplémentaires afférentes :

1° à la demande d'octroi de l'aide et au paiement;

2° au rapport d'activités à fournir par le groupement ou l'organisation de producteurs en vue du paiement annuel.

CHAPITRE V. — *Incompatibilité de l'aide*

Art. 19. L'aide est incompatible avec une aide publique octroyée en faveur de l'établissement du groupement ou de l'organisation de producteurs.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 20. Pour les organisations de producteurs reconnues au cours de l'année 2015, l'article 3, alinéa 2 s'applique. La demande de reconnaissance et la demande d'aide sont introduites dans les deux mois suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 21. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 octobre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/205880]

27. OKTOBER 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Gewährung der Startbeihilfe für die Erzeugergruppierungen und organisationen im Agrarbereich

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 702/2004 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.6, D.11, D.13, D.14, D.17 und D.195, § 1 und § 6, D.196 und D.197;

Aufgrund der am 29. Januar 2016 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 4. Februar 2016 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 18. Februar 2016;

Aufgrund des Berichts vom 4. Februar 2016, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 10. August 2016 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 59.761/2/V;

In Erwägung der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates;

In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 1. September 1986 über die Bedingungen für die Zulassung der Erzeugergruppierungen und der Verbände von Erzeugergruppierungen in den Sektoren Zuckerrübe und Zucker;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 über die gemeinsame Marktorganisation für Obst und Gemüse in Anwendung der Verordnung (EG) Nr. 2200/96 des Rates vom 28. Oktober 1996;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. August 2013 über die Vertragsbeziehungen im Sektor Milch und Milcherzeugnisse;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 2015 über die Anerkennung der Erzeugerorganisationen, der Vereinigungen von Erzeugerorganisationen und der Branchenverbände;

In der Erwägung, dass die Gewährung der Startbeihilfe für die Erzeugergruppierungen und -organisationen im Agrarbereich eine freigestellte staatliche Beihilfe darstellt in Anwendung der im *Amtsblatt der Europäischen Union* vom 1. Juli 2014 unter der Fundstelle Nr. "ABl. L 193 vom 1. Juli 2014, S. 1-75" veröffentlichten Verordnung Nr. 702/2014 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union, insbesondere in Anwendung des Kapitels I und des Artikels 19.

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Begriffsbestimmungen und Anwendungsbereich

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° aktiver Landwirt: der Landwirt, der die Bedingungen des durch die Artikel 10 bis 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte ausgeführten Artikels 9 der Verordnung Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 637/2008 des Rates und der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates erfüllt;

2° Gesetzbuch: das wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft;

3° Erzeugergruppierung im Zuckersektor: die Erzeugergruppierung, die im Zuckersektor tätig ist im Sinne des Königlichen Erlasses vom 1. September 1986 über die Bedingungen für die Zulassung der Erzeugergruppierungen und der Verbände von Erzeugergruppierungen in den Sektoren Zuckerrübe und Zucker;

4° Erzeugergruppierung und -organisation: die Erzeugergruppierung und die Erzeugerorganisation im Sinne von Artikel 2 Ziffer 43 der Verordnung (EU) Nr. 702/2014;

5° Verordnung (EU) Nr. 1308/2013: die Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates;

6° Verordnung (EU) Nr. 702/2014: die Verordnung (EU) Nr. 702/2014 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass gewährleistet die Beachtung der Bestimmungen von Artikel 3 bis 10, 12, 13 und 19 der Verordnung (EU) Nr. 702/2004 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (ABl. EU, L.193, 1. Juli 2014, S.1).

KAPITEL II — *Anerkennung der Erzeugergruppierungen*

Art. 3 - Die Erzeugergruppierung wird anerkannt, falls sie:

- 1° den in Artikel 4 erwähnten Antrag eingereicht hat;
- 2° in einem der in Artikel 1 § 2 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 angeführten Sektoren tätig ist;
- 3° innerhalb ihres jeweiligen Tätigkeitsbereichs eine große Anzahl ihrer Erzeuger bzw. einen großen Anteil ihres Umsatzes aufweist;
- 4° mindestens drei aktive Landwirte umfasst;
- 5° eine juristische Einheit oder ein klar abgegrenzter Teil einer juristischen Einheit ist;
- 6° einen vom Minister gebilligten Geschäftsplan besitzt.

Eine im Zuckersektor anerkannte Erzeugergruppierung oder eine Organisation von Erzeugern, die ab dem 1. Januar 2016 auf der Grundlage einer der folgenden Erlasse anerkannt wurde, wird anerkannt, wenn sie dies schriftlich beantragt und den in Artikel 4 Ziffer 6 beschriebenen Geschäftsplan übermittelt, den der Minister genehmigt:

- a) der Königliche Erlass vom 1. September 1986 über die Bedingungen für die Zulassung der Erzeugergruppierungen und der Verbände von Erzeugergruppierungen in den Bereichen Zuckerrübe und Zucker;
- b) der Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. August 2013 über die Vertragsbeziehungen im Sektor Milch und Milcherzeugnisse;
- c) der Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 2015 über die Anerkennung der Erzeugerorganisationen, der Vereinigungen von Erzeugerorganisationen und der Branchenverbände.

Art. 4 - Der Anerkennungsantrag wird an die Verwaltung gerichtet und umfasst die Betriebsnummer der Gruppierung. Ihm beizufügen ist:

- 1° die Mitgliederliste der Erzeugergruppierung oder -organisation;
 - 2° eine Erklärung mit folgenden Angaben:
 - a) die Hauptziele der Erzeugergruppierung oder -organisation;
 - b) die Art und die Formen der Maßnahmen und Kontrollen, die die Erzeugergruppierung oder -organisation zugunsten ihrer Mitglieder anwendet;
 - c) die Aufteilung des Kapitals, falls vorhanden, und der Stimmrechte unter den verschiedenen Mitgliedern der Erzeugergruppierung oder -organisation;
 - 3° die allgemeine Dienstordnung;
 - 4° gegebenenfalls die Beschreibung der vorhandenen Anlagen und technischen Mittel, über die die Gruppierung verfügt, unter Angabe ihres Standorts, ihres Zustands und ihrer technischen Verwendungsmöglichkeiten;
 - 5° gegebenenfalls die Ausbau- und Ausrüstungsprogramme;
 - 6° ein Geschäftsplan mit wenigstens folgenden Angaben:
 - a) die Angaben der Erzeugerorganisation oder -gruppierung:
 - Name;
 - Anschrift;
 - Telefonnummer;
 - E-Mail-Adresse;
 - Rechtsform;
 - Mitglieder der Organisation oder der Gruppierung;
 - Ministerieller Beschluss zur Anerkennung nach Artikel 5;
 - b) eine inhaltliche Präsentation der Geschäftsidee mit einer detaillierten Ausführung der Zielsetzungen und dem voraussichtlichen Zeitplan für die Umsetzung jedes der Ziele für die kommenden fünf Jahre, wobei diese wenigstens eines der folgenden Ziele umfassen:
 - Anpassung der Erzeugung und des Absatzes der Erzeuger, die Mitglieder solcher Gruppierungen oder Organisationen sind, an die Markterfordernisse;
 - Gewährleistung der gemeinsamen Vermarktung von Waren, einschließlich der Vorbereitung für den Verkauf, der Zentralisierung des Verkaufs und der Lieferung an den Großhandel;
 - Festlegung von gemeinsamen Regeln für die Produktinformation, insbesondere in Bezug auf die Ernte und die Verfügbarkeit;
 - Weiterführung sonstiger Tätigkeiten, die von Erzeugergruppierungen oder Erzeugerorganisationen durchgeführt werden können, wie die Entwicklung von Geschäfts- und Marketingfähigkeiten sowie die Organisation und Förderung von Innovationsprozessen;
 - c) ein Finanzplan mit einer Kostenschätzung für die Ausarbeitung einer Geschäftsidee mit einer Mindestkostenschätzung, die pro geplante Zielsetzung gerechtfertigt wird;
 - d) Prognosen bezüglich des erwarteten Wachstums sowohl betreffend die Anzahl Mitglieder als auch den Umsatz der Erzeugerorganisation oder der Erzeugergruppierung;
 - e) die Verpflichtung, vor Ablauf des fünfjährigen Zeitraums, auf den sich der Geschäftsplan bezieht, einen Anerkennungsantrag nach den in Artikel 12 Absatz 1 erwähnten Erlassen einzureichen.
- Punkt e) ist nicht anwendbar auf die in Artikel 3 Absatz 2 erwähnten Erzeugergruppierungen.

Art. 5 - Die Verwaltung übermittelt dem Minister die Akte, insofern diese vollständig ist. Der Minister genehmigt den Geschäftsplan und erkennt die Erzeugergruppierung oder -organisation innerhalb von vier Monaten, nachdem der in Artikel 4 erwähnte Antrag bei der Verwaltung eingegangen ist, an.

Art. 6 - Der Erlass zur Anerkennung einer Erzeugergruppierung oder -organisation wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 7 - Bei Änderungen ihrer Satzungen oder ihrer allgemeinen Dienstordnung übermittelt die anerkannte Erzeugergruppierung oder -organisation diese der Verwaltung innerhalb von zwei Monaten nach deren Inkrafttreten.

Unbeschadet von Artikel 11 kann der Minister die Anerkennung entziehen, falls die Erzeugergruppierung oder -organisation aufgrund der Änderungen ihrer Satzungen oder ihrer allgemeinen Dienstordnung die in Artikel 3 festgelegten Zulassungsbedingungen nicht mehr erfüllt.

Art. 8 - Der Minister kann das in Artikel 4 erwähnte Anerkennungsverfahren ergänzen.

Art. 9 - Der Minister legt die Maßnahmen zur Kontrolle der Einhaltung der in Artikel 3 angeführten Bedingungen fest.

Art. 10 - Der Erlass kann der Erzeugergruppierung oder -organisation die Anerkennung entziehen, falls:

1° die in Artikel 3 erwähnten Bedingungen nicht mehr erfüllt sind;

2° die Erzeugergruppierung oder -organisation sich weigert, die erforderlichen Informationen oder Belege fristgerecht bei der Verwaltung einzureichen;

3° die Erzeugergruppierung oder -organisation die in Artikel 9 erwähnten Kontrollen behindert oder verhindert.

Art. 11 - § 1 - Ist der Minister der Ansicht, dass Gründe bestehen, die Anerkennung nicht zu gewähren, oder diese zu entziehen, so übermittelt er diese der betreffenden Erzeugergruppierung oder -organisation.

Unter Gefahr der Unzulässigkeit übermittelt die Erzeugergruppierung oder -organisation der in Artikel 4 erwähnten Dienststelle ihre Bemerkungen innerhalb von dreißig Tagen ab Zustellung der Maßnahme durch jedes Mittel, das gemäß den Artikeln D.15 und D.16 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht.

§ 2 - Nachdem die fristgerecht eingereichten Bemerkungen geprüft wurden, übermittelt der Minister der Erzeugergruppierung oder -organisation seinen Beschluss durch jedes Mittel, das gemäß den Artikeln D.15 und D.16 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, innerhalb einer Frist von dreißig Tagen nach Zustellung der in Paragraph 1 Absatz 2 erwähnten Bemerkungen oder nach Ablauf der Frist, innerhalb der diese zu übermitteln waren.

KAPITEL III — *Gewährung der Startbeihilfe*

Art. 12 - § 1 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel wird eine Beihilfe gewährt für den Start von Erzeugergruppierungen oder -organisationen im Agrarbereich zugunsten der gemäß Kapitel 2 anerkannten Gruppierungen, die sich im Rahmen eines Geschäftsplans gemäß Artikel 14 § 2 Ziffer 5 verpflichtet haben, spätestens nach Ablauf des fünfjährigen Zeitraums, auf den sich vorliegende Beihilferegelung bezieht, einen Antrag auf Anerkennung als im Zuckersektor tätige Erzeugergruppierung oder eine Organisation von Erzeugern auf der Grundlage einer der folgenden Erlasse einzureichen:

a) Königlicher Erlass vom 1. September 1986 über die Bedingungen für die Zulassung der Erzeugergruppierungen und der Verbände von Erzeugergruppierungen in den Sektoren Zuckerrübe und Zucker;

b) Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 über die gemeinsame Marktorganisation für Obst und Gemüse in Anwendung der Verordnung (EG) Nr. 2200/96 des Rates vom 28. Oktober 1996;

c) Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. August 2013 über die Vertragsbeziehungen im Sektor Milch und Milcherzeugnisse;

d) Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 2015 über die Anerkennung der Erzeugerorganisationen, der Vereinigungen von Erzeugerorganisationen und der Branchenverbände.

Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel wird die Beihilfe den in Artikel 3 Absatz 2 erwähnten Erzeugergruppierungen gewährt, insofern sie kraft dieser Bestimmung anerkannt worden sind.

§ 2 - Um in den Genuss der in Paragraph 1 erwähnten Beihilfe zu gelangen, erfüllen die Erzeugergruppierungen und -organisationen folgende Bedingungen:

1° sie verfolgen eines der in Artikel 2 Ziffer 43 der Verordnung (EU) Nr. 702/2014 angeführten Ziele;

2° sie sind Kleinunternehmen, kleine oder mittlere Unternehmen nach Artikel 1 Paragraph 1 Buchstabe a) der Verordnung (EU) Nr. 702/2014.

§ 3 - Erzeugerorganisationen zur Vermarktung von Tabak sind nicht beihilfefähig.

§ 4 - Nach Artikel 19 § 5 der Verordnung (EU) Nr. 702/2014 wird die in Paragraph 1 erwähnte Beihilfe nicht gewährt:

1° Erzeugerorganisationen, Einrichtungen oder Stellen wie Unternehmen oder Genossenschaften, deren Zweck die Leitung eines oder mehrerer landwirtschaftlicher Betriebe ist und die daher faktisch als Einzelerzeuger anzusehen sind;

2° landwirtschaftlichen Vereinigungen, die in den Betrieben ihrer Mitglieder Aufgaben wie die gegenseitige Unterstützung oder Vertretungs- und Betriebsführungsdienste übernehmen, aber nicht zur gemeinsamen Anpassung des Angebots an die Markterfordernisse beitragen;

3° Erzeugergruppierungen, -organisationen und deren Vereinigungen, deren Ziele mit Artikel 152 Absatz 1 Buchstabe c und Absatz 3 und Artikel 156 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 unvereinbar sind.

Die Beihilfe wird Unternehmen in Schwierigkeiten nach Artikel 2 Punkt 14 der Verordnung (EU) Nr. 702/2014 nicht gewährt.

§ 5 - Wird eine anerkannte Erzeugergruppierung, der die im vorliegenden Erlass vorgesehene Startbeihilfe gewährt worden ist, nach Ablauf des fünfjährigen Zeitraums für die Gewährung der Beihilfe gemäß Paragraph 1 Ziffer 1 als Erzeugerorganisation anerkannt, so kann diese Erzeugerorganisation nicht mehr in den Genuss der Startbeihilfe gelangen.

Art. 13 - § 1 - Die Beihilfe wird nach dem in Kapitel 4 erläuterten Verfahren als Pauschalbeihilfe während fünf aufeinanderfolgenden Jahren nach dem Datum der Anerkennung der Erzeugergruppierung oder -organisation auf der Grundlage ihres Geschäftsplans gemäß Artikel 19 Absatz 2 der Verordnung (EU) Nr. 702/2014 gewährt.

Der Jahresbetrag der Beihilfe wird auf 100.000 pro Jahr und pro anerkannte Gruppierung oder Organisation begrenzt.

Der Betrag der Beihilfe beträgt 30.000 EUR. Er wird auf der Grundlage der Anzahl aktiver Landwirte, die Mitglied der Gruppierung oder der Organisation sind, wie folgt erhöht:

- 1° vom dritten bis zum neunten Mitglied: 2.000 EUR pro Mitglied;
- 2° vom zehnten bis zum neunundneunzigsten Mitglied: 1.000 EUR pro Mitglied;
- 3° über das neunundneunzigste Mitglied hinaus: 500 EUR pro Mitglied.

Der Betrag der gewährten Beihilfe ist über fünf Jahre degressiv gestaffelt und beträgt:

- 1° hundert Prozent der Beträge im Laufe der ersten beiden Jahre;
- 2° achtzig Prozent das dritte Jahr;
- 3° sechzig Prozent das vierte Jahr;
- 4° vierzig Prozent das fünfte Jahr.

§ 2 - Nach Artikel 19 § 6 der Verordnung (EU) Nr. 702/2014 dient die in Paragraph 1 erwähnte Beihilfe zur Deckung der folgenden beihilfefähigen Kosten, ohne diese zu übersteigen:

- 1° Miete für geeignete Gebäude;
- 2° Erwerb von Büroausstattung einschließlich Computer-Hardware und -Software;
- 3° Kosten für Verwaltungspersonal;
- 4° Gemeinkosten;
- 5° Rechtskosten und Verwaltungsgebühren.

Im Falle des Erwerbs von Gebäuden sind die beihilfefähigen Kosten auf die Kosten der marktüblichen Mieten beschränkt.

KAPITEL IV — Modalitäten für die Einreichung der Anträge und für die Auszahlung der Beihilfe

Art. 14 - § 1 - Innerhalb der ersten zwei Monate des Kalenderjahres, das auf die Anerkennung der Erzeugergruppierung oder der Erzeugerorganisation folgt, reicht die Gruppierung oder die Organisation durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, bei der Verwaltung einen Beihilfeantrag ein.

§ 2 - Der Beihilfeantrag wird durch einen Bevollmächtigten oder durch die Person, die innerhalb der Erzeugergruppierung oder der Erzeugerorganisation Vertretungsbefugnisse besitzt, unterzeichnet. Er umfasst:

- 1° den Namen der Organisation oder der Gruppierung;
- 2° die vermutliche Lokalisierung des bzw. der von der Gruppierung oder der Organisation geplanten Projekts oder Tätigkeit;
- 3° die Liste der in Artikel 13 § 2 festgelegten beihilfefähigen Kosten;
- 4° die Art und den Betrag der öffentlichen Finanzierung, die für das im Geschäftsplan festgelegten Projekts erforderlich ist;
- 5° der Beschluss des Ministers zur Anerkennung.

Art. 15 - Spätestens am 15. Februar des Jahres, das auf das Jahr folgt, in dem die Kosten entstanden sind, übermittelt die anerkannte Erzeugergruppierung oder -organisation eine Forderungsanmeldung, die sich auf die im Laufe des vergangenen Kalenderjahres entstandenen Kosten nach Artikel 13 § 2 bezieht und der sie die verlangten Belege beifügt.

Nur die innerhalb der in Absatz 1 erwähnten Frist übermittelten Dokumente werden bei der Berechnung der Beihilfe berücksichtigt. Übermittelt die Erzeugergruppierung oder -organisation diese nicht fristgerecht, teilt die Verwaltung ihr mit, dass die Zahlung für das betreffende Jahr verweigert wird.

Die Verwaltung teilt der Erzeugergruppierung oder -organisation innerhalb einer Frist von dreißig Tagen nach dem Einreichen des Antrags mit, ob dieser Antrag zulässig ist oder nicht.

Art. 16 - Die Beihilfe wird jährlich zugunsten aller anerkannten Erzeugergruppierungen oder -organisationen gezahlt nach Eingang eines von der Gruppierung oder Organisation übermittelten jährlichen Tätigkeitsberichts und nach Kontrolle der Gewährungsbedingungen.

Für die Bestimmung der beihilfefähigen Kosten wird deren Wert zum Zeitpunkt der Gewährung der Beihilfe herangezogen. Demnach kann der Minister unter Berücksichtigung der verfügbaren Haushaltsmittel jedes Jahr im Januar die beihilfefähigen Kosten und Entschädigungen auf der Grundlage des Gesundheitsindex (Basisindex: 2013) indexieren, indem diese Beträge mit dem Gesundheitsindex vom Dezember des vorigen Jahres, geteilt durch den Gesundheitsindex vom Dezember 2015, multipliziert werden.

Gemäß Artikel 19 § 7 Absatz 2 der Verordnung (EU) Nr. 702/2014 erfolgt die Zahlung der letzten Tranche erst, nachdem die Verwaltung die ordnungsgemäße Durchführung des Geschäftsplans überprüft hat.

Falls die Erzeugergruppierung oder -organisation im Laufe des Jahres der Anwendung der Beihilfe die Vorschriften betreffend die Anerkennung oder die in Artikel 12 erwähnten Bedingungen nicht mehr beachtet, wird die Beihilfe für das betreffende Jahr nicht gezahlt. Nimmt die Verwaltung eine Missachtung einer dieser Bedingungen nach Zahlung der Beihilfe zur Kenntnis, so wird der für das betreffende Jahr gezahlte Betrag beigestrichen.

Erfüllt die Gruppierung nicht die Bedingungen, die ihr ermöglichen, als Erzeugerorganisation anerkannt zu werden, oder reicht sie nach Ablauf des fünfjährigen Zeitraums nach dem Beschluss zur Gewährung der Startbeihilfe keinen Antrag auf Anerkennung als Erzeugerorganisation ein, werden fünfundzwanzig Prozent des Gesamtbetrags der Beihilfe von der Verwaltung beigestrichen.

Art. 17 - Die Verwaltung informiert die Erzeugergruppierung oder -organisation jedes Jahr über den Betrag der Beihilfe, der ihr gezahlt wird.

Gemäß Artikel D.17 des Gesetzbuches verfügt die Erzeugergruppierung oder -organisation über fünfundvierzig Arbeitstage, um bei der Verwaltung eine Beschwerde einzureichen.

Kein Verzugszins wird über die Durchführung der im Rahmen des vorliegenden Erlasses vorgenommenen Zahlungen eingefordert.

Art. 18 - Der Minister kann zusätzliche Bedingungen erlassen betreffend:

1° den Antrag auf Gewährung der Beihilfe und die Zahlung;

2° den von der Erzeugergruppierung oder -organisation im Hinblick auf die jährliche Zahlung einzureichenden Tätigkeitsbericht.

KAPITEL V — Unvereinbarkeit der Beihilfe

Art. 19 - Die Beihilfe ist nicht vereinbar mit einer im Rahmen der Gründung zugunsten einer Erzeugergruppierung oder -organisation gewährten öffentlichen Beihilfe.

KAPITEL VI — Schlussbestimmungen

Art. 20 - Artikel 3 Absatz 2 ist auf die im Laufe des Jahres 2015 anerkannten Erzeugerorganisationen anwendbar. Der Anerkennungsantrag und der Beihilfeantrag werden innerhalb von zwei Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereicht.

Art. 21 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. Oktober 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/205880]

27 OKTOBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van de opstartsteun voor de producentengroeperingen en -organisaties in de landbouwsector

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, inzonderheid op de artikelen D.4, D.6, D.11, D.13, D.14, D.17 et D.195, § 1 en § 6, D.196 en D. 197;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 januari 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 4 februari 2016;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke Regeringen en de federale overheid van 18 februari 2016;

Gelet op het rapport van 4 februari 2016 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 59.761/2/V van de Raad van State, gegeven op 10 augustus 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de Verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 september 1986 betreffende de voorwaarden van de erkenning van de producentengroeperingen en de verenigingen van producentengroeperingen in de sectoren van de suikerbiet en van de suiker;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector groenten en fruit overeenkomstig de Verordening (EG) nr. 2200/96 van de Raad van 28 oktober 1996;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 augustus 2013 betreffende de contractuele betrekkingen in de sector melk en zuivelproducten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 2015 tot erkenning van de producentenorganisaties, de unies van producentenorganisaties en brancheorganisaties;

Overwegende dat de toekenning van de opstartsteun voor de producentengroeperingen en -organisaties in de landbouwsector gelijkstaat met een staatsteun die vrijgesteld is op grond van verordening nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard, bekendgemaakt in het *Publicatieblad van de Europese Unie* van 1 juli 2014 onder referte "PB L 193 van 1.7.2014, blz. 1-75", in het bijzonder overeenkomstig hoofdstuk I en de artikelen 1 en 19;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen en toepassingsgebied*

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de actieve landbouwer: de landbouwer die voldoet aan de voorwaarden van artikel 9 van Verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 637/2008 van de Raad en Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad, zoals uitgevoerd bij de artikelen 10 tot 12 van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers;

2° het Wetboek : het Waals Landbouwwetboek;

3° de producentengroepering in de sector van de suiker: de producentengroepering actief in de sector van de suiker in de zin van het koninklijk besluit van 1 september 1986 betreffende de voorwaarden van de erkenning van de producentengroeperingen en de verenigingen van producentengroeperingen in de sectoren van de suikerbiet en van de suiker;

4° de producentengroepering en -organisatie: de producentengroepering en -organisatie in de zin van artikel 2, 43°, van Verordening (EU) nr. 702/2014;

5° Verordening (EU) nr. 1308/2013: Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de Verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad;

6° Verordening (EG) nr. 702/2014: Verordening (EG) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard.

Art. 2. Dit besluit waarborgt de naleving van de bepalingen van de artikelen 3 tot 10, 12, 13 en 19 van Verordening (EG) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard (PB L.193, 1 juli 2014, blz.1).

HOOFDSTUK II. — *Erkenning van de producentengroeperingen*

Art. 3. De producentengroepering wordt erkend indien :

1° ze de in artikel 4 bedoelde aanvraag heeft ingediend;

2° ze actief is in één van de sectoren bedoeld in artikel 1, § 2, van Verordening (EU) nr. 1038/2013;

3° een aanzienlijk deel van haar producenten of omzetcijfer zich in haar activiteitsgebied bevindt;

4° ze uit minimum drie actieve landbouwers bestaat;

5° ze een rechtspersoon of een duidelijk bepaald deel van een rechtspersoon is;

6° haar ondernemingsplan door de Minister wordt goedgekeurd.

Een producentengroepering erkend in de sector van de suiker of een producentenorganisatie erkend vanaf 1 januari 2016 op grond van één van de volgende besluiten wordt evenwel erkend indien ze er bij schrijven om verzoekt waarbij ze een ondernemingsplan zoals bepaald in artikel 4, 6°, en goedgekeurd door de Minister overmaakt :

a) het koninklijk besluit van 1 september 1986 betreffende de voorwaarden van de erkenning van de producentengroeperingen en de verenigingen van producentengroeperingen in de sectoren van de suikerbiet en van de suiker;

b) het besluit van de Waalse Regering van 29 augustus 2013 betreffende de contractuele betrekkingen in de sector melk en zuivelproducten;

c) het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 2015 tot erkenning van de producentenorganisaties, de unies van producentenorganisaties en brancheorganisaties.

Art. 4. De erkenningsaanvraag wordt aan de Administratie gericht, vermeldt het ondernemingsnummer en gaat vergezeld van de volgende stukken :

1° de lijst van de leden van de producentengroepering of -organisatie;

2° een verklaring waarin melding gemaakt wordt van :

a) de voornaamste doelen van de producentengroepering of -organisatie;

b) de aard en de actie- en controlevormen tot stand gebracht door de producentengroepering of -organisatie ten gunste van haar leden;

c) de verdeling van het kapitaal, als het bestaat, en van de stemrechten onder de verschillende leden van de producentengroeperingen of -organisatie;

3° het huishoudelijk reglement;

4° in voorkomend geval, de beschrijving van de eventuele installaties en eventuele technische middelen waarover de groepering beschikt, waarbij hun plaats, staat en technisch gebruiksvormen gemeld worden;

5° in voorkomend geval, de uitbreidings- en uitrustingsprogramma's;

6° een ondernemingsplan dat minimum de volgende elementen omvat:

a) de gegevens van de producentengroepering of -organisatie;

- de naam;

- het adres;

- het telefoonnummer;

- het e-mailadres;

- de rechtsvorm;

- de leden van de organisatie of de groepering;

- de in artikel 5 bedoelde ministeriële beslissing tot erkenning;

b) een presentatie m.b.t. de inhoud van het idee van de onderneming met een beschrijving van de overwogen doelstellingen en het vooruitlopend kalender per doelstelling voor de vijf volgende jaren met inbegrip van minstens één van de volgende doelstellingen :

- de productie en de resultaten van de producenten die lid zijn van deze groeperingen of organisaties aan de eisen van de markt aanpassen;

- zorgen voor het gezamenlijk op de markt brengen van de producten, met inbegrip van de opmaak van de producten, de centralisatie van de verkopen en de afzet in de groothandel;

- regels voor informatie over de productie vaststellen in het bijzonder wat de oogst en de beschikbaarheid betreft;

- andere activiteiten voortzetten die verricht kunnen worden door de producentengroeperingen of -organisaties zoals de ontwikkeling van vaardigheden inzake de exploitatie en de verhandeling alsook de organisatie en de vereenvoudiging van de innovatieprocessen;

c) een financieel plan met een raming van de kosten voor de uitwerking van het idee van de onderneming met een minimale raming van de kosten die per overwogen doelstelling wordt gerechtvaardigd;

d) ramingen betreffende de verwachte groei, uitgedrukt in termen van leden en omzet van de producentenorganisatie of -groepering;

e) de verbintenis om, voor het einde van de periode van 5 jaar gedekt door het ondernemingsplan, een erkenningsaanvraag overeenkomstig de besluiten bedoeld in artikel 12, eerste lid, in te dienen.

Punt e) is niet van toepassing op de in artikel 3, tweede lid, bedoelde producentengroeperingen.

Art. 5. De Administratie maakt het dossier aan de Minister over indien het volledig is. De Minister keurt het ondernemingsplan goed en erkent de producentengroepering of -organisatie binnen vier maanden na ontvangst door de Administratie van de in artikel 4 bedoelde aanvraag.

Art. 6. Het besluit tot erkenning van een producentengroepering of -organisatie wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 7. In geval van wijzigingen van haar statuten of haar huishoudelijk reglement maakt de erkende producentengroepering of -organisatie bedoelde wijzigingen aan de Administratie over binnen twee maanden na hun inwerkingtreding.

Onverminderd artikel 11 kan de Minister de erkenning intrekken indien de producentenorganisatie of -groepering de in artikel 3 bedoelde erkenningsvoorwaarden niet meer vervult ten gevolge van de wijzigingen van haar statuten of huishoudelijk reglement.

Art. 8. De Minister kan de in artikel 4 bedoelde erkenningsprocedure aanvullen.

Art. 9. De Minister bepaalt de maatregelen voor de controle op de naleving van de in artikel 3 bedoelde voorwaarden.

Art. 10. De Minister kan de erkenning van een producentengroepering of -organisatie intrekken wanneer :

1° de in artikel 3 bedoelde voorwaarden niet meer nageleefd worden;

2° de producentengroepering of -organisatie weigert om de nodige gegevens of bewijsstukken binnen de voorgescreven aan de Administratie te verstrekken;

3° de in artikel 9 bedoelde controles door de producentengroepering of -organisatie belemmerd of belet worden.

Art. 11. § 1. Als de Minister acht dat er redenen zijn om geen erkenning toe te kennen of om de erkenning in te trekken, geeft hij de betrokken producentengroepering of -organisatie kennis van die redenen.

De producentengroepering of -organisatie maakt, op straffe van onontvankelijkheid, haar bezwaren over binnen dertig dagen na de kennisgeving van de maatregel door elke middel dat een vaste datum aan de verzending verleent overeenkomstig de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek.

§ 2. Na onderzoek van de binnen de termijn ingediende bezwaren deelt de Minister zijn beslissing mee aan de producentengroepering of -organisatie door elk middel dat vaste datum aan de verzending verleent overeenkomstig de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek, binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van de in § 1, tweede lid, bedoelde bezwaren of na het verlopen van de termijn waarin ze meegedeeld moesten worden.

HOOFDSTUK III. — *Toekenning van de opstartsteun*

Art. 12. § 1. Binnen de beschikbare begrotingskredieten wordt er steun toegekend voor de opstart van producentengroeperingen - of organisaties in de landbouwsector voor de groeperingen erkend krachtens hoofdstuk 2 die zich in een in artikel 14, § 2, 5°, bedoeld ondernemingsplan hebben verbonden om uiterlijk aan het einde van de periode van 5 jaar gedekt door deze steunregeling een aanvraag voor de erkenning als producentengroepering in de sector van de suiker of als producentenorganisatie in te dienen op grond van één van de volgende besluiten :

a) het koninklijk besluit van 1 september 1986 betreffende de voorwaarden van de erkenning van de producentengroeperingen en de verenigingen van producentengroeperingen in de sectoren van de suikerbiet en van de suiker;

b) het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector groenten en fruit overeenkomstig de Verordening (EG) nr. 2200/96 van de Raad van 28 oktober 1996;

c) het besluit van de Waalse Regering van 29 augustus 2013 betreffende de contractuele betrekkingen in de sector melk en zuivelproducten;

d) het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 2015 tot erkenning van de producentenorganisaties, de unies van producentenorganisaties en brancheorganisaties.

Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten wordt de steun toegekend aan de in artikel 3, tweede lid, bedoelde producentengroeperingen indien ze krachtens dezelfde bepaling zijn erkend.

§ 2. Om de in § 1 bedoelde steun te genieten, voldoen de producentengroeperingen en -organisaties aan de volgende voorwaarden:

1° ze streven één van de doelstellingen bedoeld in artikel 2, 43°, van Verordening (EU) nr. 702/2014 na;

2° ze zijn een micro-onderneming, kleine en middelgrote ondernemingen zoals bedoeld in artikel 1, § 1, a), van Verordening (EU) nr. 702/2014.

§ 3. De producentenorganisaties die betrekking hebben op de vermarkting van tabak, komen niet in aanmerking voor de steun.

§ 4. Overeenkomstig artikel 19, § 5, van de Verordening (EU) nr. 702/2014 wordt de in § 1 bedoelde steun niet verleend aan:

1° de productieorganisaties, eenheden of instellingen zoals vennootschappen of coöperatieve vennootschappen met als doel het beheer van één of meerdere landbouwbedrijven die met individuele producenten vergelijkbaar zijn;

2° de landbouwverenigingen die taken uitoefenen zoals bijstandsactiviteiten en de vervangingsdiensten op het bedrijf en landbouwbeheerdiensten in de bedrijven van de leden zonder betrokken te zijn bij de gezamenlijke aanpassing van het aanbod aan de markt;

3° de groeperingen, organisaties of verenigingen van producentenorganisaties waarvan de doelstellingen niet verenigbaar zijn met artikel 152, § 1, punt c), artikel 152, § 3, en artikel 156 van Verordening (EU) nr. 1308/2013.

De steun wordt niet toegekend aan de ondernemingen in moeilijkheden in de zin van artikel 2, 14, van Verordening nr. 702/2014.

§ 5. Wanneer een erkende producentengroepering die de opstartsteun bedoeld in dit besluit heeft genoten, erkend wordt als producentenorganisatie aan het einde van de periode van vijf jaar van toekenning van de steun overeenkomstig § 1, 1°, mag die erkende producentenorganisatie niet meer in aanmerking komen voor de opstartsteun.

Art. 13. § 1. De steun wordt volgens de in hoofdstuk 4 bedoelde procedure forfaitair toegekend gedurende vijf opeenvolgende jaren na de datum van erkenning van de producentengroepering of -organisatie op grond van een ondernemingsplan zoals bedoeld in artikel 19, § 2, van Verordening (EU) nr. 702/2014.

Het jaarlijkse bedrag van de steun wordt tot 100.000 euro per jaar en per groepering of erkende organisatie beperkt.

De steun bedraagt 30.000 euro. Dat bedrag wordt verhoogd naar gelang van het aantal actieve landbouwers die lid zijn van de producentengroepering of -organisatie als volgt :

1° van het derde tot het negende lid: 2.000 euro per lid;

2° van het tiende tot het negennegentigste lid: 1.000 euro per lid;

3° boven het negennegentigste lid: 500 euro per lid.

Het toegekende bedrag van de steun is over vijf jaar degressief en wordt bepaald op :

1° 100 % van de bedragen de twee eerste jaren;

2° 80 % het derde jaar;

3° 60 % het vierde jaar;

4° 40 % het vijfde jaar.

§ 2. Overeenkomstig artikel 19, § 6, van de Verordening (EU) nr. 702/2014 dekt de in § 1 bedoelde steun de volgende toelaatbare kosten en schrijft ze bedoelde kosten niet over :

1° de kosten van de huur van geschikte ruimten;

2° de kosten van de aanschaf van kantooruitrusting, waaronder computerhardware en -software;

3° de administratieve personeelskosten;

4° de algemene kosten;

5° de juridische en administratieve kosten.

Bij aankoop van lokalen worden de toelaatbare kosten beperkt tot de huurkosten tegen de marktprijs.

HOOFDSTUK IV. — *Nadere regels voor de indiening van de aanvragen en de uitbetaling van de steun*

Art. 14. § 1. Binnen de twee eerste maanden van het kalenderjaar na de erkenning van de producentengroepering of -erkenning dient de groepering of de organisatie een steunaanvraag bij de Administratie in bij elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent in de zin van artikel D.15 van het Wetboek ingediend.

§ 2. De steunaanvraag wordt door een mandataris of door de persoon bevoegd om de producentengroepering of -organisatie te vertegenwoordigen getekend en omvat minstens :

- 1° de naam van de organisatie of van de groepering;
- 2° de vermoedelijke ligging van het project of van de activiteit gepland door de groepering of de organisatie;
- 3° de lijst van de in artikel 13, § 2, bepaalde toelaatbare kosten;
- 4° het soort en het bedrag van de openbare financiering nodig voor het in het ondernemingsplan bepaalde project;
- 5° de ministeriële erkenningsprocedure.

Art. 15. Uiterlijk op 15 februari van het jaar volgend op het jaar waarin de kosten zijn gemaakt, maakt de erkende producentengroepering of -organisatie een schuldvorderingverklaring over die betrekking heeft op de in artikel 13, § 2, bedoelde kosten gemaakt tijdens het gelopen kalenderjaar en die van de vereiste bewijsstukken vergezeld gaat.

Alleen de binnen de in het eerste lid bedoelde termijn overgemaakte documenten worden voor de berekening van de steun in aanmerking genomen. Indien de producentengroepering of -organisatie ze niet binnen deze termijn overmaakt, deelt de Administratie haar een beslissing tot weigering van betaling voor het betrokken jaar mee.

Binnen dertig dagen na de indiening van de aanvraag deelt de Administratie de ontvankelijkheid of de niet-ontvankelijkheid van de aanvraag aan de producentenorganisatie of -groepering.

Art. 16. De steun wordt jaarlijks voor alle erkende producentengroeperingen en -organisaties betaald na ontvangst van een jaarlijks activiteitenverslag overgemaakt door de groepering of de organisatie en na controle op de toekenningsvoorwaarden.

De in aanmerking komende kosten worden gediscoteerd tot hun waarde op de datum van toekenning van de steun en naar gelang van de beschikbare begrotingen kan de Minister in januari van elk jaar het bedrag van de in aanmerking komende kosten en vergoedingen op grond van de gezondheidsindex 2013 indexeren door de bedragen van de steun te vermenigvuldigen met de gezondheidsindex van december van het vorige jaar gedeeld door de gezondheidsindex van december van het jaar 2015.

Overeenkomstig artikel 19, § 7, tweede lid, van Verordening (EU) nr. 702/2014 wordt de storting van de laatste tranche pas verricht nadat de Administratie heeft geverifieerd dat het ondernemingsplan correct is uitgevoerd.

Indien de producentengroepering of -organisatie tijdens een jaar van toepassing van de steun de erkenningsvoorwaarden of de in artikel 12 bedoelde voorwaarden niet meer naleeft, wordt de steun voor het betrokken jaar niet betaald. Indien de Administratie kennis neemt van een niet-naleving van die voorwaarden na de betaling, wordt het voor het betrokken jaar betaalde bedrag teruggevorderd.

Indien de groepering niet voldoet aan de voorwaarden waarbij ze als producentenorganisatie kan worden erkend of indien ze geen erkenningsaanvraag indient als producentenorganisatie aan het einde van een periode van vijf jaar te rekenen van de beslissing tot toekenning van de opstartsteun, worden 25 % van het totaalbedrag van de steun door de Administratie teruggevorderd.

Art. 17. De Administratie deelt jaarlijks het bedrag van de steun die zal worden gestort, aan de producentengroepering of -organisatie.

Overeenkomstig artikel D.17 van het Wetboek beschikt de producentengroepering of -organisatie over vijftien werkdagen om een beroep bij de Administratie in te dienen.

Er wordt geen enkele nalatigheidsintrest geëist betreffende de betalingen verricht in het kader van dit besluit.

Art. 18. De Minister kan bijkomende voorwaarden beslissen die betrekking hebben op :

- 1° de aanvraag voor de toekenning van de steun en de betaling;
- 2° het activiteitenverslag te verstrekken door de producentengroepering of -organisatie met het oog op de jaarlijkse betaling.

HOOFDSTUK V. — *Onverenigbaarheid van de steun*

Art. 19. De steun is onverenigbaar met een openbare steun toegekend voor de oprichting van de producentengroepering of -organisatie.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 20. Voor de tijdens het jaar 2015 erkende producentenorganisaties is artikel 3, tweede lid, van toepassing. De erkenningsaanvraag en de steunaanvraag worden binnen twee maanden na de inwerkingtreding van dit besluit ingediend.

Art. 21. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 oktober 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN